

# Le Maroc, un pays à privilégier pour les exportateurs français

Cette année, les exportations françaises vers l'Afrique devraient croître de 1,4 milliard d'euros. Le Maroc reste un pays à privilégier pour les entreprises tricolores, offrant +0,4 milliard d'euros de demande additionnelle, selon Euler Hermes.

La demande additionnelle adressée à la France en provenance de l'Afrique s'élèvera à 1,4 milliard d'euros cette année. Une opportunité à saisir pour les entreprises tricolores, d'autant que ce rebond intervient après trois années consécutives de contractions des exportations françaises vers l'Afrique. Le Maroc, à lui, seul, représente près de 30% de la demande additionnelle africaine, selon Euler Hermes. «Quels sont les pays à privilégier pour les exportateurs français ? Le premier est le Maroc qui offrira aux entreprises françaises +0,4 milliard d'euros de demande additionnelle à saisir», souligne le spécialiste mondial de l'assurance-crédit, à l'occasion d'une nouvelle étude sur les perspectives des exportations françaises en Afrique. «La vigilance est toutefois de mise, car les défaillances devraient croître de +7% au Maroc cette année.», a-t-il précisé. Les deux autres pays à potentiel pour les exportateurs français sont l'Égypte (+0,3 milliard d'euros) et l'Algérie (+0,2 milliard d'euros). «Trois secteurs ont un vrai coup à jouer cette année en Afrique. Le premier est l'agroalimentaire, avec +0,75 milliard d'euros de demande à saisir en Afrique pour les entreprises du secteur. La sécheresse connue par le continent l'oblige à importer plus de denrées alimentaires qu'à l'accoutumée. Viennent ensuite le matériel électrique (+0,3 milliard d'euros) et l'aéronautique (+0,15 milliard)», explique Stéphane Colliac, économiste expert de l'Afrique chez Euler Hermes.

À noter que dans sa dernière étude sur l'Afrique, Euler Hermes fait le point sur la situation du Franc CFA et des deux zones dans lesquelles cette monnaie est utilisée : l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). «En 2014, la chute du prix des matières premières a révélé quelques vulnérabilités du Franc CFA. Malgré tout, cette monnaie n'est pas dans une situation aussi difficile qu'en 1994, lorsqu'elle avait été dévaluée de -50% dans ses deux zones d'utilisation. Alors que des divergences apparaissent entre les membres de



Ce rebond intervient après trois années consécutives de contractions des exportations françaises vers l'Afrique.

ces unions, l'heure est à l'optimisme modéré quant à la stabilité du Franc CFA», estiment les experts d'Euler Hermes.

Par région, la zone CEMAC est sous pression. Selon Euler Hermes, le commerce intra zone en valeur représente 200 millions de dollars de moins que ce qu'il devrait représenter au regard des conditions commerciales existantes dans la zone : frontières, langue et monnaie communes. «La monnaie est surévaluée dans la région, principalement du fait du recul du prix du pétrole. Cela a conduit à une hausse de la dette publique et à une chute des réserves de change. Malgré ces fragilités, un éclatement de la zone ou une dévaluation du Franc CFA à horizon 5 ans semblent peu probables», est-il indiqué. «Toutefois, si le prix du pétrole chutait durablement à 30 dollars/baril, alors la CEMAC serait obligée de dévaluer le Franc CFA, mais la zone resterait toujours unie.», ajoutent les économistes d'Euler Hermes. À leurs yeux, en revanche, la zone UEMOA est sous contrôle. «La dette publique s'est accrue, mais reste gérable, le cours du Franc CFA ne semble pas surévalué, et les réserves de changes sont adéquates. Cependant, les pays membres ne tirent pas profit au maximum de l'Union monétaire», détaille l'assureur-crédit. ■

Moncef Ben Hayoun

L'agroalimentaire (0,75 milliard d'euros), le matériel électrique (+0,3 milliard d'euros) et l'aéronautique (+0,15 milliard) sont les trois secteurs à fort potentiel pour les exportateurs français en Afrique.